

Philippe VIGIER
DÉPUTÉ (UDI) DE CHÂTEAUDUN, ET PRÉSIDENT DU GROUPE CENTRISTE À
L'ASSEMBLÉE NATIONALE

SOMMAIRE

I – EXTRAITS D'ARTICLES DE PRESSE

II - ESSAI DE SYNTHÈSE À PARTIR DE RENSEIGNEMENTS COLLECTÉS

**III - PRISES DE POSITION DU DÉPUTÉ ET MISES EN REGARD AVEC L'AVENIR EN
COMMUN**

I - ARTICLES DE PRESSE (extraits)

Philippe Vigier, député de Châteaudun (UDI), candidat à sa succession

(ECHO RÉPUBLICAIN - 30 mars 2017)

Le député de Châteaudun, qui brigue un troisième mandat, a lancé sa campagne, mercredi 29 mars, au Gault-Saint-Denis. Il se déclare plus motivé que jamais.

On ne change pas une équipe qui gagne. Comme en 2012, le député-maire (UDI) de Cloyes-les-Trois-Rivières, Philippe Vigier, 59 ans, fera cause commune aux élections législatives, avec son suppléant Marc Guerrini, maire des Villages Vovéens, sous la bannière de la droite et du centre. Il pousse la similitude avec sa dernière candidature jusqu'à employer le même slogan : « La passion d'agir ».

Hier, lors de sa déclaration officielle, au Gault- Saint-Denis, Philippe Vigier a pris un nouvel « engagement de proximité, de rendre compte et d'écoute ». « On n'a pas tout réussi en cinq ans, mais je ne lâcherai rien », a-t-il martelé, après qu'une petite dizaine d'élus, de chefs d'entreprises et autres commerçant, directeur d'école et responsable d'association a loué son expérience.

Ses fonds surveillés

Philippe Vigier brigue un troisième mandat. « Ce sera sans doute le dernier. » Il compte mener « une campagne enthousiaste ». « Un député, souligne-t-il, est un animateur de territoire et un facilitateur de solutions ».

Son meeting de lancement aura lieu le 10 mai à Bonneval. Philippe Vigier y déclinera ses projets pour le territoire (lignes ferroviaires, désertification médicale, fibre, technopole de mobilité...) ainsi que ses dix engagements de législateur (pouvoir d'achat, emploi, sécurité, éducation...). Nul doute qu'il évoquera, aussi, sa dernière réussite, la création d'une Agence nationale de revitalisation rurale, et son désir de montrer la voie en termes d'exemplarité : « Je vais mettre en place un comité de citoyens, tirés au sort, qui sera chargé de surveiller les fonds mis à ma disposition par l'Assemblée nationale. »

(Valeurs Actuelles 07/03/2016)

M. Vigier au sujet de la Loi Travail : « Pour que la prochaine réforme du droit du travail ne soit pas une occasion manquée de plus dans la lutte contre le chômage, nous devons passer la vitesse supérieure, en particulier sur 4 thèmes, qui sont autant de tabous pour cette majorité : le temps de travail, le contrat de travail, la couverture syndicale et le salaire minimum. Je propose par conséquent l'assouplissement des conditions de rupture du contrat de travail afin de favoriser l'emploi dans les TPE et PME, la suppression pure et simple des 35 heures à travers la mise en place d'accords d'entreprises, l'engagement d'une réflexion pour améliorer la démocratie sociale et la fixation d'un salaire minimum branche par branche. Avant la reculade, je saluais une volonté louable de préciser les motifs du licenciement économique et de plafonner les indemnités aux prud'hommes suivant un barème fondé sur l'ancienneté. Cela devait permettre de limiter le coût des licenciements et de dynamiser l'embauche. Ne nous arrêtons pas là : avançons vers la mise en place d'un contrat de travail unique, qui aurait l'intérêt de mettre fin à la précarité du CDD pour les salariés et à la rigidité du CDI pour les entreprises ».

(Valeurs Actuelles 11/07/2016)

M. Vigier est favorable à l'interdiction de toute manifestation pendant l'état d'urgence

(ECHO RÉPUBLICAIN- 1er février 2017)

Penelope Gate : Pour M. Philippe Vigier, porte-parole de Fillon : "Les puissants ne sont plus protégés" en France (quel dommage n'est-ce pas !!!! > remarque personnelle)

II - ESSAI DE SYNTHÈSE A PARTIR DES RENSEIGNEMENTS COLLECTÉS

Les textes complets des projets et propositions de lois cités peuvent être consultés ici :

<http://www2.assemblee-nationale.fr/deputes/>

M. Vigier député-maire sous la bannière de la droite et du centre, chef du groupe UDI à l'Assemblée, a décliné ses projets pour le territoire au cours de la campagne de lancement de son troisième mandat.

Très présent dans les médias, Valeurs Actuelles, Echo Républicain, FR3, LCP, Radio-Intensité, BFMTV.

Son grand cheval de bataille est **la lutte contre les déserts médicaux** dont l'Eure-et-Loir est un bon exemple. Il a donc déposé une proposition de loi à ce sujet pour la 3^{ème} fois en 5 ans (cf. ci-dessous PL n°4119). Il est donc très investi dans ce domaine.

Cependant ses positions de vote ne semblent pas être en cohérence avec ses engagements. :

CONTRE :

- *L'ensemble du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement 17/09/2014*
- *L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 – 27/10/2015*
- *L'ensemble du projet de loi de modernisation de notre système de santé visant à une meilleure action concertée des différents acteurs de la santé et de la prévention sur tout le territoire 01/12/2015*
- *L'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 – 02/11 2016)*

En ce qui concerne **la moralisation de la vie publique, la lutte anti-corruption, le non-cumul des mandats, la transparence**, M. Vigier a voté contre ou s'est abstenu à tous les projets de lois allant dans ce sens.

CONTRE

- *L'ensemble du projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen. 22/01/2014*

ABSTENTION

- *L'ensemble du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique. 14/06/ 2016*
- *L'ensemble de la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour la protection des lanceurs d'alerte. 14 /06/2016*
- *L'ensemble du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté. 0 6/07/ 2016*
- *L'ensemble du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique. 08/11/ 2016*

Il est cosignataire de 2 propositions de loi relatives à la présomption de légitime défense des policiers et de l'application de la peine d'homicide volontaire aux automobilistes responsables d'un accident mortel. Mais il s'abstient au vote de **modernisation de la justice**, ainsi qu'au projet de loi organique quant aux obligations déontologiques dans le recrutement des magistrats.

ABSTENTION

- *L'ensemble du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle. 24/05/2016*

- ***L'ensemble du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature. 24/05/ 2016***

L'Eure-et-Loir est un département rural dans lequel **l'environnement** est gravement impacté par les pesticides et les engrais répandus par l'agriculture intensive. M. Vigier ne prend aucun engagement dans ce domaine, ni au plan départemental, ni au plan national. Pire, il s'abstient pour tous les votes de propositions allant dans le sens d'une amélioration dans ces domaines qui concernent la santé et la biodiversité (rappelons que M. Vigier est biochimiste de formation et dirige un laboratoire d'analyse médicales)

ABSTENTION

- ***L'ensemble du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt. 14 /01/ 2014***
- ***L'ensemble du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte. 14/10/ 2014***
- ***L'ensemble du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte. 26/05/ 2015***
- ***L'ensemble du projet de loi relatif à la biodiversité. 24/03/ 2015***

Concernant les problématiques de **justice sociale, d'emploi et d'accès au logement**, M. Vigier défend également les positions de son groupe en s'abstenant oui en votant contre les propositions

CONTRE

- ***L'ensemble du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové. 19 /02/2014***

ABSTENTION

- ***L'ensemble du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine.***
- ***06/ 10/2015***
- ***L'ensemble du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire. 20/05/2014***

Au niveau enseignement, il semblerait que le département doive supporter 7 fermetures de classes dont 4 dans la 4^{ième} circo. Pas d'engagement de M. Vigier sur ce sujet.

Au sujet de la réserve parlementaire, après examen du bilan 2016, il apparaît un don de 2000 € à l'École privée St-Sauveur de Bonneval. Cependant, dans un souci de crédibilité de notre mouvement il ne me semble pas judicieux d'utiliser cet argument au cours de la campagne, dans la mesure où dans le même temps 23 000 € ont été consacrés à des travaux de réfection des écoles de Châtillon en Dunois et Saint-Avit.

Il semblerait plus productif au plan départemental comme au plan national, de porter le débat sur la question environnementale et agricole en l'orientant sur la lutte contre les pesticides et la protection de la bio-diversité.

III - PRISES DE POSITION DU DEPUTE ET MISES EN REGARD AVEC L'AVENIR EN COMMUN

SANTE et DESERTS MEDICAUX

Proposition de loi n° 4119 - 12 octobre 2016

N° 4119 - Proposition de loi de M. Philippe Vigier visant à garantir un accès aux soins égal sur l'ensemble du territoire > Augmentation du numéris clausus, autorisation d'installation en fonction de la démographie médicale, stage obligatoire d'un an dans une maison de santé pluri-disciplinaire ou un centre hospitalier, obligation d'installation pendant 3 ans dans une zone sous-dotée

L'Avenir en commun >

- Développer massivement des centres de santé locaux et pluri-disciplinaires.
- Créer des conseils sanitaires de quartier, des unités territoriales de santé (UTS) et des unions départementales de santé (UDS)
- Créer un corps de médecins généralistes fonctionnaires rémunérés pendant leurs études
- Implanter un réseau sans faille de médecine du travail intégré au service public de santé

Proposition de loi n° 2279 - 14 octobre 2014

N° 2279 - Proposition de loi de M. Philippe Vigier visant à améliorer la protection du système social > Lutte contre la fraude à l'assurance maladie

Position de votes

Contre l'ensemble du projet de loi relatif à l'adaptation de la société au vieillissement. (Séance publique du 17 septembre 2014) Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- Augmenter de 50 le montant de l'APA, développer un réseau public de maisons de retraite avec des tarifs harmonisés et accessibles, créer 10 000 places par an en EHPAD, former, qualifier et recruter au moins 100 000 personnes dans ce secteur

Contre l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2016 (première lecture). (Séance publique du 27 octobre 2015) Adopté par l'Assemblée

Contre l'ensemble du projet de loi de modernisation de notre système de santé (nouvelle lecture). Visant à une meilleure action concertée des différents acteurs de la santé et de la prévention sur tout le territoire (Séance publique du 1er décembre 2015) Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- Elaborer un plan de santé environnemental

- Lutter contre la pollution et la malbouffe, développer la prévention et l'éducation à la santé
- Reconstruire le service public hospitalier, revenir sur la tarification à l'acte et les suppressions de lits et de personnels,
- Engager un plan pluri-annuel de recrutement de médecins, infirmiers, aide-soignants et personnels administratifs.
- Abolir les dépassements d'honoraires, créer des centres de santé pratiquant le tiers payant
- Supprimer l'influence des entreprises privées dans les activités médicales et éducatives notamment par l'arrêt de l'accès libre des visiteurs médicaux à l'hôpital public

Contre l'ensemble du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2017 (première lecture) (Séance publique du 2 novembre 2016) Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- Le 100 % Sécu financé par la transformation des primes versées aux Complémentaires en cotisations sociales, les 7 milliards d'économie qui en résultera et la CSG.

MORALISATION DE LA VIE PUBLIQUE-ANTI-CORRUPTION-CUMUL

Positions de vote

Contre l'ensemble du projet de loi interdisant le cumul de fonctions exécutives locales avec le mandat de représentant au Parlement européen (lecture définitive). (Séance publique du 22 janvier 2014) Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- Rendre effectif le non-cumul des mandats
- Démocratiser l'accès aux responsabilités politiques en permettant à chacun de prendre un congé républicain sans risque pour son emploi ou ses droits

Abstention l'ensemble du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (première lecture) (Séance publique du 14 juin 2016) Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- Rendre inéligible à vie toute personne condamnée pour corruption, appliquer les recommandations d'Anticor et de Transparency international visant à empêcher la corruption

Abstention *l'ensemble de la proposition de loi organique relative à la compétence du Défenseur des droits pour la protection des lanceurs d'alerte (première lecture) (Séance publique du 14 juin 2016) Adopté par l'Assemblée*

L'Avenir en commun >

- Protéger les lanceurs d'alerte et investir les salariés d'une mission d'alerte sociale et environnementale

Abstention *l'ensemble du projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté (première lecture). (Séance publique du 6 juillet 2016) Adopté par l'Assemblée*

L'Avenir en commun >

- Instaurer le vote obligatoire avec prise en compte du vote blanc
- Créer un droit de révoquer un élu en cours de mandat
- Instaurer le référendum d'initiative citoyenne

Abstention *l'ensemble du projet de loi relatif à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (lecture définitive) (Séance publique du 8 novembre 2016) Adopté par l'Assemblée*

POLICE – JUSTICE

Proposition de loi n° 4093 (co-signataire) - 7 octobre 2016

N° 4093 - Proposition de loi de M. Bernard Gérard visant à appliquer les peines de l'homicide volontaire aux conducteurs irrespectueux du code de la route ayant provoqué un accident mortel

Proposition de loi n° 4196 (co-signataire) - 9 novembre 2016

N° 4196 - Proposition de loi de M. Franck Marlin relative au renforcement de la présomption de légitime défense et de la protection pénale des policiers

Position de votes

Abstention *l'ensemble du projet de loi de modernisation de la justice du XXI^e siècle (première lecture) (Séance publique du 24 mai 2016)*

Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- Supprimer la Cour de justice de la République et soumettre les membres du gouvernement à la justice ordinaire
- Mettre fin à la paupérisation de la justice et de l'administration pénitentiaire
- Mettre fin au tout carcéral, rénover les prisons, recruter 2000 agents pénitentiaires
- Garantir la protection judiciaire de la jeunesse et la politique de prévention de la délinquance

- Restaurer la police de proximité, mettre en place un plan d'amélioration qualitative de la police et de la gendarmerie

Abstention *l'ensemble du projet de loi organique relatif aux garanties statutaires, aux obligations déontologiques et au recrutement des magistrats ainsi qu'au Conseil supérieur de la magistrature (première lecture) (Séance publique du 24 mai 2016) Adopté par l'Assemblée*

L'Avenir en commun >

- Remplacer le Conseil supérieur de la magistrature par un Conseil supérieur de la justice désigné par les magistrats et le Parlement, devant lequel il sera responsable

Abstention *l'ensemble du projet de loi constitutionnelle portant réforme du Conseil supérieur de la magistrature (deuxième lecture). (Séance publique du 26 avril 2016)*

Adopté par l'Assemblée

AGRICULTURE-ENVIRONNEMENT-BIODIVERSITE-ARCHITECTURE

Pas de proposition de loi

Position de votes

Abstention *l'ensemble du projet de loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt. (Séance publique du 14 janvier 2014)*

Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- Atteindre l'autosuffisance alimentaire en soutenant le développement d'une agriculture écologique et paysanne ainsi que des filières de transformation agro-alimentaire locales
- Développer l'agriculture biologique et imposer l'objectif d'une alimentation 100 % biologique locale dans la restauration collective
- S'opposer à la marchandisation de la forêt, refuser la privatisation de la forêt publique

Abstention *l'ensemble du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (première lecture). (Séance publique du 14 octobre 2014)*

Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- Affecter les 41 milliards annuels du Pacte de responsabilité et du crédit d'impôt compétitivité au financement de la transition énergétique,
- Développer l'ensemble des énergies renouvelables (100 % en 2050)
- Instaurer une tarification progressive sur l'eau et l'énergie incluant la gratuité des quantités indispensables à une vie digne et pénalisant les gaspillages
- Stopper les projets de fermes usines

Abstention *l'ensemble du projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte (nouvelle lecture). (Séance publique du 26 mai 2015)*

Adopté par l'Assemblée

Abstention *l'ensemble du projet de loi relatif à la biodiversité (première lecture). (Séance publique du 24 mars 2015)*

Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- **Constitutionnaliser la « Règle Verte » : ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer**
- **Refuser les OGM, bannir les pesticides nuisibles, gérer durablement l'eau, lancer des programmes de dépollution des cours d'eau et des océans**
- **Eradiquer la maltraitance envers les animaux**

JUSTICE SOCIALE – LOGEMENT - EMPLOI

Pas de proposition de loi

Position de votes

Contre *l'ensemble du projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (texte de la commission mixte paritaire). (Séance publique du 19 février 2014)*

Adopté par l'Assemblée

Abstention *l'ensemble du projet de loi relatif à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (première lecture). (Séance publique du 6 octobre 2015)*

Adopté par l'Assemblée

Abstention *l'ensemble du projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (première lecture). (Séance publique du 20 mai 2014)*

Adopté par l'Assemblée

L'Avenir en commun >

- **Généraliser l'économie sociale et solidaire, garantir son accès au financement et aux marchés publics**

Contre *l'ensemble du projet de loi relatif au dialogue social et à l'emploi (première lecture). (Séance publique du 2 juin 2015)*

Adopté par l'Assemblée